

L'antisionisme d'Obama

Daniel Pipes

The Washington Times, 22 janvier 2013

Adaptation française: Anne-Marie Delcambre de Champvert

Si Barack Obama était réélu - avais-je prédit deux mois avant l'élection présidentielle de novembre 2012- «la façon la plus froide encore jamais vue jusqu'ici de traiter Israël, de la part d'un président américain, s'ensuivrait.» Eh bien, l'élection est terminée et la douche froide est bien en train de solidement se mettre en place. Obama a indiqué au cours des deux derniers mois, ce qui nous attend et ce que nous allons voir, par les mesures suivantes:

-en choisissant comme personnalités [pour des postes importants] trois hauts fonctionnaires -John Kerry comme Secrétaire d'Etat, John Brennan comme chef de la CIA, et Chuck Hagel comme ministre de la Défense - dont les opinions, s'agissant d'Israël, vont de l'ignorance totale à la franche hostilité.

-en approuvant un énorme cadeau d'armes de pointe- 20 avions de combat F-16 et 200 chars Abrams M1A1 - pour le gouvernement islamiste en Egypte, malgré le fait que son président, Mohamed Morsi, soit en train de devenir de plus en plus despotique et qualifie les Juifs de «suceurs de sang, ... bellicistes , les descendants des singes et des porcs ».

-en réitérant une tactique paternaliste vieille de 35 ans faisant confiance à cette sorte de personnes ayant des positions connues comme étant anti-Israël pour condamner la politique israélienne tout en faisant semblant de se préoccuper du bien-être du pays: "Israël ne sait pas où est son véritable intérêt."

-en ignorant les preuves de l'importation au Caire de pièces détachées de missiles Scud de la Corée du Nord.

-en rabrouant les 239 membres de la Chambre qui avaient demandé la fermeture du bureau de l'OLP à Washington en réponse à la forte insistance de l'OLP pour obtenir le statut d'Etat-observateur auprès de l'ONU.

Interrogé sur la nomination par Obama de Hagel, Ed.Koch, -l'ancien maire de New York qui, en dépit de sa critique sévère d'Obama l'a néanmoins soutenu pour sa réélection- a fourni une réponse étonnante: «Je pensais qu'arriverait un moment où [Obama] reviendrait sur ... son soutien à Israël [mais] cela arrive un peu plus tôt que je ne le pensais.» Même les partisans pro-israéliens d'Obama s'attendaient à ce qu'il se retourne contre l'Etat juif!

Ces mesures anti-israéliennes suscitent des inquiétudes, car elles coïncident avec les anciennes vues antisionistes d'Obama. Nous manquons de détails, mais nous savons qu'il a étudié, été l'ami, a noué des contacts, et a encouragé les extrémistes palestiniens. Par exemple:

Une photo prise en 1998 le montre en train d'écouter avec une déférente attention le théoricien anti-Israël Edward Said. Obama est resté là sans réagir alors que les conférenciers - lors d'une manifestation de 2003 célébrant Rashid Khalidi, un ancien agent des relations publiques de l'OLP - accusaient Israël de mener une campagne terroriste contre les Palestiniens et comparaient "les colons sionistes en Cisjordanie" à Oussama ben Laden. Ali Abunimah, un agitateur anti-Israël, a félicité Obama en 2004 pour «préconiser une approche équitable du conflit israélo-palestinien," des mots codés pour détacher le gouvernement américain d'Israël. De son côté, Obama a salué Abunimah pour ses articles, anti-israéliens au point de tourner à l'obsession, dans le Chicago Tribune, insistant pour qu'il«continue le bon travail!»

Abunimah révèle également que, à partir de 2002, Obama avait mis en sourdine sa rhétorique anti-israélienne », étant donné qu'il avait planifié son départ de la scène politique peu importante de l'Illinois pour aborder la scène nationale», et Obama avait rendu cela explicite deux ans plus tard, s'excusant auprès de Abunimah: "Hé, je suis désolé, je n'en ai pas dit plus sur la Palestine en ce moment, mais nous sommes dans une course difficile des primaires. J'espère que lorsque les choses vont se calmer j'aurai les coudées plus franches. "

Et Obama a fait consciencieusement les changements politiques nécessaires, même

si ce fut d'une manière crispée et peu enthousiaste (« je dois traiter avec lui tous les jours» se plaint-il à propos du Premier ministre israélien Binyamin Netanyahu). Il a soutenu Israël dans ses guerres de 2008-2009 et 2012 avec le Hamas. Son gouvernement a qualifié le rapport Goldstone de «vicié à la base» et soutenu Israël auprès des Nations Unies en ayant recours aux groupes de pression, aux votes, et aux vetos. Les armements ont afflué. L'exception israélienne [le fait qu'Israël ne fasse pas partie (NDLT)] du traité sur la non-prolifération des armes nucléaires continue. Lorsque Ankara a annulé la participation d'Israël à l'exercice des forces aériennes l'aigle anatolien de 2009, le gouvernement américain s'est montré solidaire. Si Obama a créé plus de crises pour la mise en chantier de logements israéliens, il a finalement permis que cela se calme.

Revenant au temps présent: la probable réélection de Netanyahu comme Premier ministre israélien cette semaine se traduira par la continuité du leadership dans les deux pays. Mais cela n'implique pas la continuité dans les relations américano-israéliennes; Obama, libéré des contraintes de la réélection, peut enfin exprimer ses premières idées antisionistes après une décennie de positionnement politique. Attendons-nous à un ton nettement pire du second gouvernement Obama envers le troisième gouvernement Netanyahu.

Rappelons qu'Obama avait déclaré en privé en mars 2012 au président russe de l'époque, Dmitry Medvedev («Ceci est ma dernière élection et après mon élection, j'aurai plus de flexibilité»), il y a tout lieu de penser que, après avoir remporté cette réélection les choses se sont maintenant "calmées" et, après une décennie de prudente retenue, il peut «y aller plus franchement» pour faire avancer la cause palestinienne au détriment d'Israël.

J'ai aussi prévu en septembre que «les problèmes d'Israël allaient vraiment commencer» si Obama devait remporter un second mandat. Ceux-ci ont commencé; Jérusalem, prépare toi à quatre années difficiles

La guerre de la France contre le djihad mondial

Freddy Eytan

terredisrael.com, 30 janvier 2013

La présence active des organisations terroristes au Mali est une conséquence directe du « Printemps arabe » et ses répercussions inquiètent également Israël. Des cellules terroristes du djihad mondial avec de grandes quantités d'armes et

missiles affluent de partout vers la péninsule du Sinaï et la bande de Gaza.

L'opération au Mali est intervenue après l'intervention militaire de l'ancien Président Nicolas Sarkozy en Libye. La chute de Mouammar Kadhafi a provoqué un chaos dans le pays et dans toute la région. Elle a provoqué un renforcement des organisations islamiques extrémistes, et en particulier celle d'Al Qaïda du Maghreb (AQMI).

Paris est sans doute préoccupée par la présence d'organisations islamiques et salafistes au sein de la communauté musulmane vivant en France. Ces groupes fanatiques encouragent le phénomène de la conversion à l'islam et encouragent par l'endoctrinement l'implication dans des activités terroristes. Mohammad Merah, responsable de la tuerie de trois soldats français et d'une famille juive à Toulouse, est devenu après son élimination un héros-martyr au sein d'une certaine jeunesse musulmane.

Il est bizarre de constater que la France socialiste, celle qui a décidé de retirer ses troupes d'Afghanistan, est déterminée actuellement à poursuivre son engagement militaire au Mali. Et pourtant, elle risque de s'enfoncer pour longtemps encore dans l'immensité des sables du désert du Sahara comme du Sahel. Paris devrait être également très préoccupée par les menaces d'attentats terroristes et notamment contre les institutions de la communauté juive.

Au départ, la France de François Hollande a choisi un vocabulaire peu approprié pour désigner les islamistes du djihad mondial. Pourquoi ne pas appeler un chat un chat et un terroriste un islamiste ? Comment ne pas se souvenir des propos directs et sans ambages de Lionel Jospin qui avait osé dire, ici à Jérusalem, que le Hezbollah est un mouvement terroriste ! C'est vrai, il a été fort réprimandé par Jacques Chirac...

La France qui n'avait pas réussi auparavant à libérer un otage français en Somalie a refusé aussi de s'impliquer dans une opération militaire supplémentaire pour libérer les otages étrangers dans les chantiers de gaz en Algérie. Elle a laissé faire une opération indépendante de l'armée locale, qui s'est achevée par un carnage de dizaines d'otages étrangers.

Cela fait plus d'une décennie qu'Israël met en garde contre le renforcement des islamistes et notamment de la branche Al Qaïda en Afrique du Nord. Les pays occidentaux et parmi eux les Etats-Unis et la France n'ont pas pris cette menace au

sérieux. Même après les attentats du 11 septembre 2001 aux Etats-Unis, la guerre contre le djihad mondial s'est focalisée contre l'Irak et l'Afghanistan. Rappelons aussi qu'en mars 2003, la France s'était opposée vigoureusement à l'invasion américaine en Irak et en décembre dernier elle a retiré ses troupes d'Afghanistan.

Avec le déclenchement du « Printemps arabe » en Tunisie et l'effondrement des régimes en Egypte et en Libye, l'anarchie a permis aux groupes terroristes de lever la tête et de s'unir dans une lutte sanglante contre l'Occident et les régimes pro. Des sunnites et des shiites préparent le terrain pour pouvoir mettre en œuvre la politique du djihad mondial.

En réalité, Hollande a agi selon la doctrine bien connue, à savoir que toute intervention militaire en Afrique est basée principalement sur des intérêts économiques et l'exploitation des matières premières. Le Président socialiste de la France continue dans la tradition de ses prédécesseurs 50 ans après la fin de l'ère colonialiste. Son pays n'a toujours pas abandonné son "engagement patronal" envers les colonies francophones (Liban, le Maghreb et l'Afrique noire) et continue à fournir une aide militaire, économique, et culturelle.

Dans le passé, la France est intervenue militairement au Zaïre, au Tchad et en Côte d'Ivoire. Elle possède des bases militaires permanentes à Djibouti, au Gabon, au Sénégal et même dans le Golfe persique. Des navires de guerre sont présents dans la région pour prévenir des prises d'otages et des attaques pirates.

Certes, en dépit du long retard, nous apprécions le combat de la France contre le djihad mondial, mais en conclusion, nous constatons qu'il existe un certain double jeu. Le terrorisme palestinien est toujours justifié et défini comme légitime par ce qu'il s'agit selon Paris de la « la libération de territoires occupés ». Plus encore, la France condamne Israël pour avoir osé lancer des opérations d'auto-défense contre le Hamas ou le Hezbollah, mais juge opportun d'agir contre des terroristes se trouvant à des milliers de kilomètres de sa capitale. Il est bien temps que la France change de cap et réalise que les terroristes islamiques du djihad mondial, au Mali, en Afrique du Nord, dans la Bande de Gaza, et dans la péninsule du Sinaï appartiennent à la même famille terroriste ! Nous devons les combattre ensemble et sans merci !

Elections : Le retour du Centre
Shmuel Trigano

upjf.org, 30 janvier 2013

L'avantage de l'âge et de la connaissance de l'histoire des partis politiques israéliens permettent d'avoir une perspective inhabituelle sur les récentes élections. Deux phénomènes marquants les caractérisent:

- l'apparition sur la scène de deux nouveaux partis Yesh Atid (19 sièges) avec Yair Lapid comme leader et Habayit hayehoudi (11 sièges) avec Naftali Bennett pour tête de liste (en fait c'est la venue de Bennett à la tête de ce parti, déjà existant, qui est la cause de son renouveau).

En arrière-plan de ce phénomène, on prend note bien sûr de l'effondrement spectaculaire de Kadima sous la houlette de Shaoul Mofaz, qui passerait de 28 sièges à deux.

- cette évolution a pour cadre l'affaiblissement du Likoud-Israel Beitenou, un bloc qui passe de 41 à 31 sièges, tout en restant la principale force politique du pays.

C'est ce dernier point qu'il faut d'abord analyser car il est clair que la chute d'influence du Likoud autant que l'effondrement de Kadima ont fourni le réservoir de voix des deux nouveaux partis (originellement Kadima émane d'une scission du Likoud emmenée par Sharon).

Le semi-échec de Natanyahou dans l'opération « Colonne de nuée », la déception profonde de ses électeurs devant ses attermolements, la tension entre la mobilisation militaire et morale du pays et le renoncement à en finir avec le terrorisme de Gaza annonçaient déjà cette évolution.

Natanyahou ne communique pas. Il est étrangement absent des tribunes et il ne fait pas de doute que son éloignement lui a terriblement nui alors que Yair Lapid, journaliste et homme de communication, a fait le tour du pays pour recueillir les doléances de l'électorat.

De plus, Natanyahou était donné pour vainqueur par les sondages, ce qui a autorisé ses électeurs à manifester leur mécontentement à son égard, en votant pour d'autres partis, sans que pour autant ils ne cessent de voir en lui, semble-t-il, l'homme de la situation.

Il ne faut en effet pas se méprendre Yesh Atid est un parti de centre droit et non de

gauche. Ses électeurs peuvent être des transfuges du Likoud qui n'ont pas apprécié la fusion avec Israel Beitenou, trop à droite.

Quant à Bayit hayehoudi, la proximité au Likoud est encore plus grande, mais, contrairement à ce que l'on pense, ce parti est au centre-droit. Il ressuscite de façon étonnante le Parti National Religieux, le Mafdal, qui avait été tout au long de l'histoire un parti charnière entre laïques et religieux et que la naissance du Gouch Emounim avait pulvérisé en déplaçant une grande partie de son électorat à droite toute. Le parti de Bennett rassemble aujourd'hui (comme Yesh Atid) laïques et religieux avec cette différence que son engagement sioniste et national est beaucoup plus marqué que pour Yesh Atid.

Je vois dans le phénomène que représente le surgissement de ces deux partis une étonnante recomposition de partis centristes qui avaient occupé le milieu du spectre politique israélien depuis ses origines et que l'on connaissait bien dans les années 1960-1970. En fait Yesh Atid prend la place du Parti des « Sionistes Généraux » et Bayit hayehoudi celle du Mafdal. Ces deux partis étaient en règle générale de toutes les coalitions, du temps où le Parti Travailleuse était dominant. La naissance du Likoud (né d'une alliance de 2 partis), du temps de Begin, avait modifié la donne et d'une certaine façon aujourd'hui l'érosion du Likoud leur rouvre la voie.

En fait la place des Sionistes Généraux est le ventre mou du système. Depuis 1967, de nombreux partis se sont créés dans ce lieu puis ont disparu aussi vite.

Rappelons nous le Dash de Yigal Yadin, rappelons nous, en 2003, le Shinouy du père de Lapid, rappelons nous Kadima. Aujourd'hui Yesh Atid. On peut faire le pronostic que Yesh Atid disparaîtra aussi d'ici la prochaine Knesset. De fait, ce parti promet le changement (sic) - c'était déjà le cas du parti de son père Shinouy dont le nom, veut dire « changement »- mais son programme est inexistant, son chef une vedette de la TV. Que 19 voix se soient portées sur un tel parti est en fait très inquiétant et le signe d'une déception des électeurs israéliens. C'est sans doute un vote de protestation. Mais un feu de paille sans lendemain. Entretemps bien sûr, ce parti va jouer un rôle important dans la coalition, mais sa capacité de faire face à des décisions gravissimes pour l'avenir de l'Etat est on ne peut plus incertaine.

Le déclin du Shas est aussi significatif car lui aussi avait tenté d'occuper le centre

vide du système durant plusieurs années. Nous avons pu remarquer que, durant la campagne, Lapid comme Bennett s'adressaient aussi aux électeurs sépharades, sans doute lassés par le parti dont la marque de fabrique était la défense de leurs intérêts. Le Shas a-t-il des chances d'entrer dans la coalition, c'est possible mais comment se comportera-t-il avec un Lapid qui veut annuler tous les privilèges du secteur religieux ? Si Bayit Yehoudi et Yesh Atid entrent en coalition avec Natanyahou, point n'est besoin du Shas. Peut-être même Lapid attirera-t-il Livni. En tel cas la friction avec le Bayit Yehoudi est assurée car Livni et Lapid sont sensibles aux exigences de l'Union européenne et des Etats Unis concernant l'Etat de Palestine. C'est tout autre chose avec Bennett qui est sourcilieux sur le plan de la souveraineté israélienne, du sionisme et pas favorable à la création d'un nouvel Etat entre le Jourdain et la mer.

Il est d'ailleurs étonnant que la question palestinienne et celle de l'Iran, sauf pour ce dernier point chez Natanyahou, n'ont pas été au centre de la campagne si ce n'est pour Livni dont le faible résultat indique le degré d'intérêt public pour la chose. Bien au contraire, la question sociale et celle des religieux ont suscité les débats les plus forts et expliquent la montée de Lapid. Agitée frénétiquement par le parti Avoda, par Shelly Yachimowitch, elle ne lui a pas profité. Sans doute sa dénonciation du « capitalisme » était-elle trop violente et peu convaincante. Concernant l'enjeu religion-laïcité, les partis qui font office avant tout de laïcité ou de religion sont à égalité : 19 pour Lapid, 18 pour le Shas et les Ultra orthodoxes (Yahadout hatora), si l'on ne compte pas Bayith hayehoudi, plus centriste. Bien que la religion soit pour lui un pilier central, le parti de Naftali Bennett, contrairement aux partis dits « religieux », a des intérêts non sectoriels, couvrant toute la réalité socio-politique.

Sur le plan de la politique étrangère, la présence de Lapid dans la coalition ramènera Natanyahou vers le centre et donc vers la vision des choses européenne et américaine, et ce d'autant plus si Tsipi Livni se joint, via Lapid, au gouvernement, ce qui ne sera pas sans provoquer des tensions avec Bennett. Si Lapid donne le ton à la coalition, les angles seront bien « arrondis » avec Obama.

D'une certaine façon, le mouvement vers le centre de l'électorat israélien témoigne indirectement aussi de son inquiétude devant l'isolement international d'Israël découlant de la politique américaine et européenne en faveur des Palestiniens. N'oublions pas, cependant, que les nouveaux politiciens qui entrent sur scène sont des néophytes. Ils auront fort à faire avec un politicien chevronné comme

LA GUERRE DE LA FRANCE CONTRE LE DJIHAD MONDIAL
isranet-publications
Communiqués Isranet, February 1, 2013
<https://www.isranet.org/communiqués-isranet/la-guerre-de-la-france-contre-le-djihad-mondial/>

Natanyahou... Reste que la politique de ce dernier n'est plus très claire.